

Espagne/Au lendemain du double attentat sanglant de Barcelone

L'enquête progresse

AFP

Barcelone/Espagne

Le pays est cependant passé très près d'une "attaque de plus grande envergure", a révélé hier la police.

L'ENQUETE sur les attentats sanglants qui ont fait 14 morts en Catalogne, avançait rapidement hier dans une Espagne en deuil, avec l'identification d'une possible cellule ayant agi précipitamment après l'échec d'un premier plan qui aurait pu être encore plus meurtrier.

Sous le soleil de plomb de Barcelone, les habitants de la fière ville méditerranéenne ont crié "No tinc por", "je n'ai pas peur" en catalan : à midi, moins de 24 heures après le double drame, la foule s'était auparavant rassemblée autour du roi Felipe VI et du chef du gouvernement Mariano Rajoy et du gouvernement régional de Catalogne pour une minute de silence.

Moins de 24 heures plus tôt et seulement à

quelques enjambées de la place de Catalogne où s'est tenue la cérémonie, à 16H50 locales (15H50 au Gabon) jeudi, une camionnette blanche avait fauché des dizaines de passants sur l'allée centrale des Ramblas, cœur touristique de Barcelone où l'on descend habituellement le cœur léger vers la mer.

Dans la nuit, une Audi A3 a ensuite à son tour foncé sur la promenade du bord de mer de Cambrils, une station balnéaire au sud de la capitale catalane, avant de percuter une voiture des Mossos d'Esquadra, la police catalane. S'en est suivie une fusillade au cours de laquelle les cinq occupants de l'Audi ont été tués.

Les attaques ont fait 14 morts, dont 13 à Barcelone et près de 120 blessés dont 65 étaient encore hospitalisés hier. L'attaque de Barcelone a été revendiquée par le groupe Etat islamique (EI).

POSSIBLE CELLULE • Ces attaques ont cependant peut-être remplacé des attentats "de plus grande envergure", a expliqué hier un porte-parole de la police catalane lors d'un point de presse.



Photo : AFP

L'Espagne s'est figée hier pour une minute de silence en hommage aux victimes du double attentat sanglant de la veille à Barcelone et sa région.

L'enquête laisse entrevoir l'existence d'un "groupe de personnes", ayant agi en Catalogne à Ripoll, au nord de Barcelone, et Alcanar au sud, notamment. A Alcanar, à 200 km au sud de Barcelone, une explosion dans une maison aurait en réalité évité un autre drame de plus grande ampleur car selon la police les assaillants y préparaient des bombes et auraient alors perdu les composants nécessaires à la fabrication d'engins explosifs.

La double attaque a alors été commise de "manière plus rudimentaire, dans le sillage des autres attentats

perpétrés dans les villes européennes" sans être "de l'amplitude espérée" par les jihadistes, selon Josep Lluís Trapero, le porte-parole de la police catalane. L'attaque a été menée à Barcelone puis à Cambrils, avec deux véhicules. Puis, les cinq "terroristes présumés" porteurs de fausses ceintures d'explosifs, d'une hache et de couteaux, ont été abattus à Cambrils. Les fausses ceintures devaient leur permettre de gagner du temps face aux policiers, selon les Mossos.

Pour l'heure, quatre personnes, trois Marocains et un Espagnol, ont été arrê-

tées dont trois dans la ville de Ripoll d'où serait originaire un des auteurs. Au moins quatre autres seraient aussi en fuite, selon le quotidien catalan La Vanguardia.

La police recherche notamment Moussa Oukabir, le frère de Driss Oukabir, arrêté jeudi à Ripoll.

Le principal suspect recherché, le conducteur d'une camionnette ayant fauché des dizaines de piétons à Barcelone, pourrait se trouver parmi les cinq hommes abattus, selon la police catalane qui évoque "plusieurs indices", sans toutefois confirmer formellement cette information.

Jusqu'ici épargnée par la vague d'attentats jihadistes qui frappe l'Europe, l'Espagne replonge dans le douloureux souvenir des attentats islamistes de mars 2004, les plus meurtriers jamais commis en Europe avec 191 morts.

Au moins 35 nationalités différentes figuraient parmi les morts et blessés de la double attaque, selon "un bilan provisoire".

Mali/Justice

L'ex-chef de la "police islamique" de Gao à la barre

AFP

Bamako/Mali

Les organisations de défense des droits de l'homme fondent beaucoup d'espoir dans le procès de Aliou Mahamar Touré qui s'est ouvert hier.

LE procès en assises de l'ex-chef de la "police islamique" de Gao, ville du nord malien contrôlée par les jihadistes entre 2012 et 2013, s'est ouvert hier à Bamako, une première dans ce pays du Sahel où des groupes armés continuent à mener des attaques meurtrières.

Aliou Mahamar Touré avait été arrêté en décembre 2013 au cours d'une opération des forces armées maliennes, contre lesquelles il avait riposté à l'arme à feu. Il est notamment accusé d'avoir coupé une main à des voleurs présumés et fouetté en public des femmes qui ne portaient pas le voile islamique.

L'Association malienne de défense des droits de l'homme (AMDH) et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) "espèrent" que son procès débouchera sur "un jugement reconnaissant

l'ampleur et la gravité des crimes" commis par les jihadistes.

Mais elles se sont dites "inquiètes" que "l'ordonnance de renvoi" contre M. Touré "ne mentionne pas les crimes de guerre et torture", ne retenant, selon elles, que des "coups et blessures aggravés".

Le procès a démarré dans la matinée devant une salle comble située dans les bâtiments de la Cour d'appel de Bamako, a constaté un journaliste de l'AFP.

IL "M'A COUPE LA MAIN" • Au moins huit de ses victimes présumées étaient présentes à l'audience. "Je suis chauffeur. Aliou m'a coupé la main droite alors que je n'ai rien fait", a déclaré une de ces victimes. "Je veux que la loi le frappe".

Originaire de Gao, Aliou Mahamar Touré était un pilier du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), un des groupes jihadistes qui a occupé le nord du Mali en 2012.

Reconnaissable par sa grande taille et son véhicule pick-up qu'il conduisait lui-même, M. Touré, Malien le plus gradé dans les rangs des islamistes armés, était redouté par la population à Gao.

"Ici, c'est la charia (loi isla-



Photo : AFP

Jugé depuis hier, l'ex-chef de "la police islamique" de Gao Aliou Mahamar Touré encourt une réclusion pouvant aller jusqu'à 20 ans.

mique) qu'il faut appliquer. C'est la loi de Dieu. Gao a quitté les mains de mécréants pour tomber dans les mains de Dieu. C'est au nom d'Allah que nous appliquons la charia", déclarait-il à l'époque à des journalistes de l'AFP.

MAUSOLEES DE TOMBOUCTOU • Le procès de Aliou Mahamar Touré débute au lendemain du jugement rendu par la Cour pénale internationale (CPI) déclarant un autre jihadiste malien, Ahmad al Faqi al Mahdi, coupable d'avoir provoqué pour 2,7 milliards d'euros (1,7 milliard de francs) de dégâts en faisant détruire en

2012 des mausolées de la cité historique de Tombouctou ("L'Union" d'hier).

Ce Touareg né vers 1975 avait été condamné en septembre dernier à neuf ans de prison à La Haye pour avoir "dirigé intentionnellement des attaques" contre la porte de la mosquée Sidi Yahia et neuf des mausolées de Tombouctou, classés au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco et détruits à coups de pioche, de houe et de burin.

De mars 2014 à juillet 2015, des travaux de reconstruction ont été réalisés dans le cadre d'un

programme mis en œuvre par l'Unesco. En février 2016, la cité a repris possession de ses sanctuaires reconstruits à l'identique. Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda à la faveur de la déroute de l'armée face à la rébellion à dominante touareg, d'abord alliée à ces groupes qui l'ont ensuite évincée.

Ces groupes en ont été en grande partie chassés à la suite du lancement en 2013, à l'initiative de la France, d'une intervention militaire internationale, qui se poursuit actuellement.

A nouveau touché lundi par plusieurs attaques contre des camps de l'Onu, malgré un accord de paix signé en 2015, le Mali a réclamé devant le Conseil de sécurité une aide matérielle et financière pour contribuer à la création par cinq pays du Sahel d'une force militaire conjointe.

Cette force de quelque 5 000 hommes devrait être opérationnelle à l'automne mais son financement est encore loin d'être assuré, malgré l'engagement pris par la France et l'Allemagne d'élargir leur soutien à sa création.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Diplomatie.** L'opposition demande l'arrestation de Grace Mugabe

La première dame du Zimbabwe Grace Mugabe "doit être arrêtée" en Afrique du Sud où elle est soupçonnée d'avoir agressé une mannequin de 20 ans, a réclamé hier le principal parti d'opposition sud-africain.

• **Burundi/Troubles.** Un mort dans deux bars de la capitale

Au moins une personne a été tuée et 29 blessées jeudi soir au Burundi par l'explosion de grenades dans deux bars à vin d'un quartier populaire du centre de la capitale Bujumbura, a-t-on appris hier de source policière.

• **Kenya/Troubles.** Quatre personnes tuées dans un raid contre leur village

Quatre villageois ont été tués à l'arme blanche dans un raid contre leur localité dans la nuit de jeudi à hier dans le comté côtier de Lamu (sud-est), a-t-on appris de source policière.

• **Sierra Leone/Inondations.** Le bilan passe à 400 morts



Photo : AFP

Plus de 400 personnes ont trouvé la mort dans les inondations qui ont frappé lundi la Sierra Leone et 600 personnes sont toujours portées disparues, a indiqué hier la Croix-Rouge, en lançant un appel aux dons en faveur de ce petit pays d'Afrique de l'Ouest "dépassé" par l'ampleur de la catastrophe.

A travers le monde

• **Allemagne/Diplomatie.** Législatives : l'appel du président turc

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a appelé hier les Turcs d'Allemagne à ne voter ni pour le parti chrétien-démocrate (CDU), ni pour le Parti social-démocrate (SPD), ni pour les Verts, lors des législatives de septembre, qualifiant ces partis d'"ennemis de la Turquie". Une "ingérence" dénoncée par Berlin.

• **Finlande/Agression.** Deux morts et six blessés poignardés à Turku

Deux personnes sont mortes et six autres ont été blessées hier après avoir été poignardées dans le centre de Turku (sud-ouest de la Finlande), a annoncé la police locale, qui recherchait plusieurs possibles suspects après en avoir arrêté un.